

Des villes en décroissance stigmatisées? Les enjeux d'image à Saint-Étienne

Vincent Béal, Christelle Morel Journal et Valérie Sala Pala

Dossier : Villes en décroissance

En décembre 2014, un article du Monde dresse un portrait très négatif de la ville de Saint-Étienne, déclenchant une vive controverse et d'intenses mobilisations. Vincent Béal, Christelle Morel Journal et Valérie Sala Pala replacent ces réactions dans l'histoire longue des enjeux d'image dans la société et la politique locales et montrent les logiques contrastées à l'œuvre dans les mobilisations des habitants et des élites locales face à la stigmatisation de cette ville en décroissance.

« Le ciel est bas mais l'impression de grisaille, presque poisseuse, ne vient pas de là¹. Dans ce quartier de Saint-Étienne, ce sont les immeubles délabrés qui donnent le bourdon. Les façades sont comme couvertes de suie. Là, des cabanes surplombent le dernier étage d'une construction. Ailleurs, c'est un empilement de bâtiments décrépits au détour d'un escalier. Ici, à quelques pas du palais de justice, dans ce qu'on appelle la Tarentaize, l'un des quartiers déshérités de la commune, même les arrière-cours abritent des bâtisses qui tombent en ruine. Armeville, l'autre nom de la cité de Manufrance, semble être restée "pauvre ville", la capitale des taudis². »

C'est par ces phrases qu'une journaliste du *Monde*³ choisit d'introduire un article paru le 9 décembre 2014, intitulé « À Saint-Étienne, le centre-ville miné par la pauvreté » et assorti d'une photographie d'immeubles délabrés du quartier péricentral de Beaubrun, le plus pauvre de la ville. Dans les jours qui suivent, nombre d'acteurs locaux réagissent vivement à cette publication, critiquant les expressions et connotations fortement stigmatisantes, le style misérabiliste ou encore les biais dans la construction univoque de Saint-Étienne en « pauvre ville », laquelle résonne fortement avec la trajectoire démographique déclinante de la ville et l'appauvrissement de son centre, perçu de manière aiguë localement. Les réactions font appel à divers registres : messages

¹ Les trois auteurs de cet article participent au projet de recherche Altergrowth, financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) et coordonné par Vincent Béal (université de Strasbourg). L'équipe de recherche intégrait Matthieu Giroud, à qui cet article est dédié.

² Zappi, S. 2014. « À Saint-Étienne, le centre-ville miné par la pauvreté », *Le Monde*, 9 décembre. Disponible en ligne à l'URL suivant : www.lemonde.fr/societe/article/2014/12/08/a-saint-etienne-le-centre-ville-mine-par-la-pauvrete_4536458_3224.html.

³ Il s'agit de Sylvia Zappi, responsable de la rubrique « Banlieues » du *Monde*. L'article en question prend place dans le contexte de la publication d'une étude de l'INSEE montrant combien la pauvreté reste présente dans les centres urbains, et contestant ainsi les travaux médiatisés du géographe Christophe Guilluy (2010, 2014) faisant de la « France périphérique » une catégorie globale d'appréhension des territoires périurbains marqués par la pauvreté et le déclassement (Girard et Rivière 2013 ; Charmes 2014). Ainsi, à Saint-Étienne, Sylvia Zappi trouve un « cas » où la décroissance démographique est une réalité tangible et où la pauvreté en centre-ville se maintient, voire se renforce.

largement diffusés sur les réseaux sociaux, publication de parodies de l'article, blogs dédiés, jusqu'à une banderole déployée par les supporters de l'AS Saint-Étienne dans le stade Geoffroy-Guichard invitant *Le Monde* à « descend[re] dans le taudis »⁴. En quelques jours, une controverse est née, à laquelle *Le Monde* consacre une rubrique de son médiateur puis un nouvel article qui, s'il interroge les réactions provoquées, ne remet pas en cause le parti pris de l'article initial associant la ville à la fatalité du déclin⁵.

La mobilisation d'habitants contre l'image négative projetée par des médias sur leur espace de vie n'est pas propre à Saint-Étienne. En 2008, après que le journal néerlandais *De Volkskrant* a qualifié Charleroi de « ville la plus laide du monde », de jeunes artistes proposent un safari dans les rues de la ville avant de tourner un documentaire intitulé « la plus moche ville du monde »⁶ dans une logique de « retournement du stigmaté »⁷. En 2015, un collectif d'habitants de la Villeneuve, quartier dit « sensible » de Grenoble, porte plainte contre France Télévisions après la diffusion d'un reportage stigmatisant leur lieu de vie avant qu'un documentaire « en colère [et] aussi constructif »⁸ ne soit tourné pour tenter de dépasser le traumatisme des habitants. Plus récemment encore, à Albi, élus et habitants ont protesté contre l'image renvoyée par un article du *New York Times*, publié le 28 février 2017, qui faisait de leur ville l'exemple de la dévitalisation des centres et du déclin des villes moyennes françaises⁹.

Si la question de la stigmatisation territoriale fait l'objet d'analyses convaincantes à l'échelle des quartiers (Bacqué *et al.* 2007), plus particulièrement ceux désignés comme « sensibles » (Wacquant 1993 ; Kokoreff 2007 ; Wacquant *et al.* 2014 ; Rivière et Tissot 2012 ; Berthaut 2013), elle est moins souvent saisie à l'échelle de la ville entière. Pourtant, les questions d'image occupent une place croissante dans les agendas urbains, notamment dans les villes de tradition industrielle, touchées par des processus de déclin économique et démographique (Beauregard 2003 ; Rousseau 2013). Dans un contexte où les enjeux de compétitivité et d'attractivité (des entreprises, des classes moyennes et supérieures, des touristes, etc.) dominent les politiques urbaines (Harvey 1989 ; Brenner 2009 ; Rousseau 2009), ces villes en décroissance sont souvent considérées comme les grandes perdantes de la transition postfordiste et sont associées à des images dépréciées, qui rejaillissent sur leur capacité de mobilisation. La stigmatisation urbaine (qui cible le « manque de qualités » du territoire urbain, sa laideur, sa saleté, son écart à la « norme ») vient s'imbriquer aux processus de stigmatisation sociale et ethnique dont ces espaces et leurs habitants font l'objet. Comme tout stigmaté (Goffman 1975), le stigmaté urbain est intériorisé et, par là, il fait obstacle à l'émergence aussi bien de stratégies urbaines que de mobilisations locales fondées sur la

⁴ Sur la participation des supporters stéphanois aux luttes symboliques sur l'image de la ville, voir Ginhoux (2015) : www.metropolitiques.eu/En-dehors-du-stade-l-inscription.html.

⁵ Voir la chronique du médiateur dans *Le Monde* du 20 décembre 2014 et l'article « Retour sur une indignation collective à Saint-Étienne » dans *Le Monde* du 29 décembre 2014. Quelques mois plus tard, c'est un article très flatteur – constituant de manière compensatoire et maladroitement un nouvel *artefact* et persistant dans l'association de la ville à « la mine » – qui est produit sur Saint-Étienne à l'occasion de la Biennale du design, sous le titre « Saint-Étienne, mine aux trésors », *M Le Mag*, 13 mars 2015.

⁶ Voir le billet du blog de Chloé Andriès : <https://blogs.mediapart.fr/chloe-andries/blog/150308/charleroi-ville-la-plus-laide-du-monde> ; et la présentation du documentaire : www.kisskissbankbank.com/charleroi-la-plus-moche-ville-du-monde.

⁷ Erving Goffman (1975) définit le stigmaté comme un décalage entre l'identité sociale virtuelle (caractéristiques et attributs que l'on prête *a priori* à un individu) et l'identité sociale réelle d'une personne (comportant des caractéristiques et attributs distincts de ceux qui lui sont prêtés). L'existence sociale du stigmaté s'organise en grande partie autour de la gestion de ce décalage identitaire, qui débouche parfois sur des stratégies de résistance, comme celle du « retournement de stigmaté » visant à revendiquer l'identité stigmatée, à la transformer en emblème.

⁸ Ce documentaire, réalisé par Vincent Massot et Flore Viénot, se donnait pour objectif de redonner un « nouveau souffle au projet collectif » moteur de l'histoire du quartier. Voir : <http://latelelibre.fr/libre-posts/doc-la-villeneuve-lutopie-malgre-tout>.

⁹ Voir : www.lemonde.fr/big-browser/article/2017/03/14/albi-ville-morte-grise-et-symbolique-du-declin-de-la-france-la-contre-enquete-locale_5094463_4832693.html.

revendication d'un modèle alternatif à ce qui est érigé en nouvelle normalité urbaine : la métropole gagnante, attractive et où il fait bon vivre.

Afin de comprendre les réactions locales à l'article du *Monde*, on les réinsérera dans la longue histoire des jeux et enjeux d'image à Saint-Étienne puis on analysera la diversité des logiques à l'œuvre dans les mobilisations locales que cet article a engendrées.

Images et contre-images de Saint-Étienne : une longue histoire

Devoir « faire avec » une image négative : la question n'est pas nouvelle pour Saint-Étienne. La « ville noire » et ses habitants ont fait l'objet d'une stigmatisation précoce, comme en témoigne dès la fin du XVIII^e siècle Jean-Louis Alléon-Dulac, receveur de la Poste à Saint-Étienne et avocat au parlement de Lyon, mentionnant « les étrangers [...] étonnés avec raison de ne voir à Saint-Étienne aucun de ces monuments qui annoncent et distinguent une ville opulente. [De fait, ils] n'y trouvent ni règle, ni ordre, ni proportion » (Alléon-Dulac 1765). À partir des années 1880, lors de chaque crise affectant les structures économiques de la région stéphanoise, la question de l'image de la ville resurgit, préoccupant des élites locales qui l'instrumentalisent pour rejeter l'implantation de certaines activités ou garder la main d'œuvre sous contrôle (Vant 1981, p. 201). Cette question monte en puissance dès le milieu des années 1950, sur fond de tendance récessive de l'industrie stéphanoise. La municipalité, le patronat et l'État local convergent alors vers le constat de la nécessité de lutter contre la « mauvaise réputation » de la ville afin de retenir, voire d'attirer, la main-d'œuvre et de créer les conditions de la restructuration économique.

Comme dans d'autres villes industrielles, les politiques d'image se formalisent à Saint-Étienne au cours des années 1960, dans la période que Max Rousseau désigne comme celle du *late urban Fordism* (Rousseau 2013). Michel Durafour, maire centre-droit de 1964 à 1977, inscrit la politique de contre-image au cœur de son programme politique (Vant 1981, p. 234). Afin de positionner favorablement la ville tout en résistant aux stéréotypes perçus comme autant d'obstacles à la reconversion économique, différents outils sont créés : dès 1969, la municipalité commande des films pour promouvoir Saint-Étienne et sa région et cherche à objectiver, par de multiples enquêtes, les besoins et attentes des habitants qu'elle veut attirer ; en 1971, l'Office d'accueil et d'information de Saint-Étienne devient l'organe de promotion – et de contrôle¹⁰ – de l'image de la ville. Quant à la cible de ces opérations de *marketing* urbain avant la lettre, elle est claire : sont visés avant tout les chefs d'entreprise, les cadres et leurs épouses ! La stratégie d'image met dès lors en valeur l'environnement (Saint-Étienne n'est ainsi pas l'anti-ville mais la ville-nature, la « ville verte »), les loisirs, la performance industrielle et l'esprit d'innovation.

À partir des années 1980, cette production de contre-images se poursuit en s'alignant sur les stratégies de *marketing* en plein essor dans la plupart des autres villes françaises et européennes, entérinant la rupture souhaitée avec la ville industrielle : les acteurs locaux développent ainsi l'image de la technopole, avec son centre d'affaires et ses zones d'activité multiples, avant de rejoindre, à partir de la fin des années 1990, celle de la ville « créative » autour d'un renforcement de l'offre culturelle, de l'appel à des architectes de renom et de la mise en place d'une stratégie basée sur le design. En 2014, la municipalité de Gaël Perdriau (Les Républicains), nouvellement élue, reprend le thème de l'innovation comme marqueur de l'identité locale pour mieux insérer la ville dans les dynamiques de la globalisation. Une campagne de communication intitulée « Savez-

¹⁰ L'image est tant et si bien contrôlée que, « à partir de 1970, tous les articles sur la ville se ressemblent. Tous règlent la question du passé en une courte phrase. [...] Le pouvoir local ne supporte pas que l'on puisse parler de Saint-Étienne sans l'avoir consulté. » (Vant 1981, p. 241). Selon André Vant, un article du *Monde* en date du 29 octobre 1969 serait ainsi le dernier à ne pas donner de Saint-Étienne une image neuve et stéréotypée. Dans cet article intitulé « De Saint-Étienne à Saint-Étienne-sur-Loire. Une ville à la recherche d'une nouvelle identité », on lit que « [p]eu d'étrangers sont prêts [...] à succomber au pouvoir de séduction de la cité stéphanoise, tout en camaïeu gris, qui, à l'ombre de ses crassiers, a bien du mal à enterrer son passé minier et à casser ainsi son image de marque de ville noire » (cité par Vant 1981, p. 241).

ville en cours d'industrialisation et ses fumées sont alors considérées comme incompatibles avec la délicatesse des rubans de la bourgeoisie locale – et instituée précocement comme ressort de redéveloppement urbain partiellement déconnecté de la réalité de la ville et de ses habitants. C'est ce qu'a sans doute mal mesuré la journaliste du *Monde* en élisant la ville comme emblème de la montée de la pauvreté dans les espaces urbains centraux. En laissant de côté les approximations de langage, les erreurs et les imprécisions¹¹ que les deux journées passées à Saint-Étienne par la journaliste n'ont pas permis de réduire, l'article développe l'assignation à un rôle – celui de la ville pauvre et délaissée après celui de la ville noire –, habillée d'un entre-deux narratif entre journalisme et pseudo-littérature réaliste. Tenu dans un journal de référence, ce propos contribue à enraciner ces stéréotypes qui s'imposent aux réalités urbaines ordinaires, et participe pleinement à la stigmatisation des territoires éloignés de la référence métropolitaine.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les réactions qui se sont multipliées aussi bien sur les réseaux sociaux que dans les médias locaux et nationaux. Si elles ont toutes pour point de départ l'indignation par rapport au style et au contenu de l'article, ces réactions sont loin d'être homogènes. Au sein de ce mouvement de « déploiement identitaire » (Bernstein 1997), deux grandes catégories peuvent être identifiées : les réactions de « contre-image » visant à montrer en quoi Saint-Étienne se rapproche des canons de la ville postfordiste ; et celles de « retournement du stigmaté » prenant davantage appui sur ce qui l'en sépare.

Figure 2. Banderole « Descend[s] dans le taudis, on va t'apprendre à refaire *Le Monde* » déployée au stade Geoffroy-Guichard lors du match opposant l'AS Saint-Étienne à Évian Thonon Gaillard le 21 décembre 2014



Source : www.butfootballclub.fr.

La première catégorie pourrait s'apparenter à la revendication de l'identité « majoritaire » (Bernstein 1997), c'est-à-dire de l'appartenance de Saint-Étienne à la « norme » postfordiste. Elle regroupe, sous une forme de fierté urbaine, la majorité des réactions spontanées, ainsi que celles suscitées par les autorités locales. En effet, au lendemain de la publication de

¹¹ Si la ville de Saint-Étienne est indéniablement marquée par des processus de déclin structurel (démantèlement de sa base économique, perte continue de population, paupérisation du centre-ville, etc.), les données proposées par l'article du *Monde* apparaissent très sélectives. Ainsi, l'article se concentre sur le quartier de Beaubrun dont le revenu médian par unité de consommation est le plus bas de la ville depuis 2005. Il souligne également que le taux de pauvreté de la ville (22 %) est bien supérieur à la moyenne nationale (14 %), sans relever que d'autres grandes villes françaises (comme Montpellier ou Strasbourg) ont des taux de pauvreté supérieurs.

l'article, la municipalité poste sur Twitter un message incitant les habitants à « montr[er] au journal *Le Monde* que Saint-Étienne est une ville chaleureuse, design et innovante » et à partager leurs photos avec le hashtag « #stephanoisfiers ». Cette campagne, relayée sur les panneaux d'information de la ville, obtient un succès important, mais n'évite pas l'écueil de la production d'une contre-image sélective montrant avant tout les principaux « atouts » de la ville (bâtiments iconiques comme la Cité du design ou le Zénith, vues spectaculaires depuis les sites collinaires, proximité avec la nature, etc.) et masquant ainsi d'autres marqueurs de l'identité stéphanoise (l'héritage industriel, la présence de groupes ethniques minorisés, etc.). À ce titre, elle se rapproche des stratégies de mobilisation élaborées dans de nombreuses villes britanniques cherchant à enrôler les habitants autour du récit de la « régénération urbaine » (Collins 2016).

La seconde catégorie de réactions relève davantage du retournement du stigmaté (Goffman 1975) ou de la défense d'une identité « spécifique » (Bernstein 1997). Ici, la contestation s'appuie sur une stratégie de confrontation identitaire, en revendiquant voire en forçant les traits les plus négatifs mis en avant dans l'article du *Monde*. La récente campagne de communication de la Comédie de Saint-Étienne en offre une belle illustration. En faisant appel au célèbre photographe britannique Ed Alcock, elle montre des habitants de la ville dans des paysages urbains dévastés, mêlant traces du passé industriel et signes d'un retour de la ville à la nature¹². Si cette stratégie a le mérite d'inverser partiellement les valeurs et les symboles, elle se révèle – classiquement – « incapable d'abolir les conditions de production du trait distinctif » (Mathieu 2009, p. 38). « Trop » conscientes de l'image associée à leur ville, les élites culturelles locales cherchent à la manipuler, à esthétiser les marqueurs les plus stigmatisés de l'identité stéphanoise, sans parvenir à sortir de la dialectique image/contre-image.

Figure 3. Le photographe Ed Alcock réalisant des portraits de Stéphanois pour une campagne de communication de la Comédie de Saint-Étienne, en février 2016



Source : France 3 Régions.

¹² Voir : www.lacomédie.fr/index.php/fr/la-saison/campagne-de-communication. Les figurants de ces portraits sont des habitants ayant répondu à un appel à volontaires diffusé dans le cadre du projet « #stephanoisfiers ».

Au-delà de l' « union sacrée »

Ainsi, l'article du *Monde* est venu douloureusement réactiver la dévalorisation symbolique dont Saint-Étienne fait l'objet depuis plusieurs décennies. À travers la reproduction d'images urbaines négatives, le stigmatisme territorial vient se surajouter à ceux de la classe et de l'ethnicité que subit une partie des habitants. Les deux types d'attitude en réaction au stigmatisme – la revendication de l'identité majoritaire ou celle de l'identité spécifique – dénotent un attachement réel à la ville de la part d'une fraction mobilisée des habitants et des élites politiques et culturelles. Les uns et les autres peinent, cependant, à se libérer de la contrainte inhérente à la stigmatisation (Bourdieu 1998 ; Fraser 2005) : se positionner par rapport aux images et aux identités peu valorisantes, imposées par des acteurs extérieurs (comme certains médias), mais aussi incorporées, voire instrumentalisées, par une partie de la société locale. Pour intense qu'elle ait été, la mobilisation contre le grand raccourci du *Monde* – de la ville pauvre à la « pauvre ville » – n'a pas débouché sur la co-construction d'un récit alternatif qui, nourri d'une lecture démythifiée de l'histoire locale, se serait démarqué, d'un côté, de la posture misérabiliste et, de l'autre, de la volonté de se raccrocher au récit de la métropole dynamique, attractive et par-dessus tout créative. C'est sans doute pourtant la condition préalable pour impliquer les habitants et leurs collectifs dans la production des politiques urbaines et dans la transformation de Saint-Étienne, et plus généralement de nombreuses villes en décroissance.

Bibliographie

- Alléon-Dulac, J.-L. 1765. *Mémoire pour servir à l'histoire naturelle des provinces de Lyonnais, Forez et Beaujolais*, Lyon : Édition Claude Cizeron.
- Bacqué, M.-H., Guérin-Pace, F. et Authier, J.-Y. (dir.). 2007. *Le Quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris : La Découverte.
- Beauregard, R. 2003. *Voices of Decline. The Postwar Fate of US Cities*, Oxford : Blackwell.
- Bernstein, M. 1997. « Celebration and Suppression: The Strategic Uses of Identity by the Lesbian and Gay Movement », *American Journal of Sociology*, vol. 103, n° 3, p. 531-565.
- Berthaut, J. 2013. *La Banlieue du « 20 heures ». Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Marseille : Agone.
- Bourdieu, P. 1998. *Contre-feux*, Paris : Raisons d'agir.
- Brenner, N. 2009. « Cities and Territorial Competitiveness », in C. Rumford (dir.), *The Sage Handbook of European Studies*, Londres : Sage, p. 442-463.
- Charmes, É. 2014. « Une France contre l'autre », *La Vie des idées* [en ligne], 5 novembre. Consulté le 2 avril 2017, URL : www.laviedesidees.fr/Une-France-contre-l-autre.html.
- Collins, T. 2016. « Urban civic pride and the new localism », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 41, n° 2, p. 175-186.
- Fraser, N. 2005. *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, Paris : La Découverte.
- Ginhoux, B. 2015. « En-dehors du stade : l'inscription des supporters "ultras" dans l'espace urbain », *Métropolitiques*, 13 mai. URL : www.metropolitiques.eu/En-dehors-du-stade-l-inscription.html.
- Girard, V. et Rivière, J. 2013. « Grandeur et décadence du "périurbain". Retour sur trente ans d'analyse des changements sociaux et politiques », *Métropolitiques*, 3 juillet. URL : www.metropolitiques.eu/Grandeur-et-decadence-du.html.
- Goffman, E. 1975 (éd. or. 1963). *Stigmatisme*, Paris : Minuit.
- Guilluy, C. 2010. *Fractures françaises*, Paris : François Bourin Éditeur.

- Guilluy, C. 2014. *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris : Flammarion.
- Harvey, D. 1989. « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, vol. 71, n° 1, p. 3-17.
- Kokoreff, M. 2007. « Du stigmatisme au ghetto. De la difficulté à nommer les quartiers », *Informations sociales*, n° 141, p. 86-95.
- Mathieu, L. 2009. « Quand la sociologie de l'action collective rencontre les identités. État des lieux et perspectives », in V. Sala Pala, L. Arnaud, S. Ollitrault et S. Rétif (dir.), *L'Action collective face à l'imbrication des rapports sociaux. Classe, ethnicité, genre*, Paris : L'Harmattan, p. 23-47.
- Rivière, J. et Tissot, S. 2012. « La construction médiatique des banlieues. Retour sur la campagne présidentielle de 2007 », *Métropolitiques*, 7 mars. URL : www.metropolitiques.eu/La-construction-mediatique-des.html.
- Rousseau, M. 2013. « Villes post-industrielles : pour une nouvelle approche », *Métropolitiques*, 18 septembre. URL : www.metropolitiques.eu/Villes-post-industrielles-pour-une.html.
- Rousseau, M. 2009. « Re-Imaging the City Centre for the Middle Classes. Regeneration, Gentrification and Symbolic Policies in "Loser Cities" », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 33, n° 3, p. 770-788.
- Vant, A. 1981. *Imagerie et Urbanisation. Recherches sur l'exemple stéphanois*, Saint-Étienne : Centre d'études foréziennes.
- Wacquant, L. 1993. « Urban Outcasts: Stigma and Division in the Black American Ghetto and the French Urban Periphery », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 17, n° 3, p. 366-383.
- Wacquant, L., Slater, T. et Borges Pereira, V. 2014. « Territorial Stigmatization in Action », *Environment and Planning A*, vol. 46, p. 1270-1280.

Vincent Béal est maître de conférences en sociologie à l'université de Strasbourg et chercheur au laboratoire SAGE (Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe ; UMR CNRS 7363). Ses recherches portent sur les politiques urbaines, le gouvernement des villes et les rapports entre niveaux de gouvernement. Il coordonne actuellement le projet ANR Altergrowth qui s'intéresse de manière comparative aux enjeux de la décroissance urbaine et aux réponses qui y sont apportées.

Ses travaux ont été publiés dans de nombreuses revues comme *Sociologie du travail*, *Sociétés contemporaines*, *Environment and Planning A* ou encore l'*International Journal of Urban and Regional Research*.

Christelle Morel Journal est maîtresse de conférences à l'université Jean-Monnet Saint-Étienne et chercheuse au sein du laboratoire Environnement, ville, société (UMR CNRS 5600). Ses recherches portent sur les stratégies de (re)développement des villes industrielles, les transformations des outils et politiques d'aménagement urbain et les processus de dévalorisation territoriale. Elle a récemment coordonné, avec Fabien Desage et Valérie Sala Pala, l'ouvrage *Le Peuplement comme politique(s)* (Presses universitaires de Rennes, 2014) et, avec Gilles Pinson, un numéro spécial de la revue *Territory, Politics, Governance* (vol. 4, n° 2, 2016) et un ouvrage en cours de publication chez Routledge : *Debating the Neoliberal City*.

Valérie Sala Pala est professeure de science politique à l'université Jean-Monnet Saint-Étienne et chercheuse au sein du laboratoire Triangle (UMR CNRS 5206). Elle mène ses recherches sur les recompositions des politiques urbaines, la sociologie de l'ethnicité et des discriminations, les politiques de logement et de peuplement, les stratégies urbaines des villes en décroissance. Elle a

notamment publié *Discriminations ethniques. Les politiques du logement social en France et au Royaume-Uni* (Presses universitaires de Rennes, 2013) et coordonné, avec Fabien Desage et Christelle Morel Journal, l'ouvrage collectif *Le Peuplement comme politique(s)* (Presses universitaires de Rennes, 2014).

Pour citer cet article :

Vincent Béal, Christelle Morel Journal et Valérie Sala Pala, « Des villes en décroissance stigmatisées ? Les enjeux d'image à Saint-Étienne », *Métropolitiques*, 3 avril 2017.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/Des-villes-en-decroissance.html>.